



*Canton du Valais*

**Demande relative à l'accès au registre foncier  
informatisé par la procédure d'appel électronique  
(auxiliaires de notaires)**

En application des art. 26 ss ORF en lien avec l'ordonnance cantonale sur la tenue du registre foncier informatisé, demande

.....  
.....  
.....

(nom/raison sociale, code postal, localité, adresse e-mail, numéro « VS id »\*; ci-dessous :  
**le notaire responsable**)

ainsi que

.....  
.....  
.....

(nom/raison sociale, adresse, code postal, localité, adresse e-mail, numéro « VS id »\*; ci-  
dessous : **le titulaire du droit d'accès**)

au canton du Valais

représenté par le Service du registre foncier

(ci-dessous : **le canton**)

un accès étendu aux données du registre foncier informatisé selon la procédure en ligne.

**1. Etendue du droit d'accès**

1.1. Le canton est sollicité pour un accès aux données suivantes :

- données ouvertes au public (désignation de l'immeuble, descriptif de l'immeuble, nom et identification du propriétaire, forme de propriété et date d'acquisition
- type d'acquisition
- droits de gage
- servitudes
- charges foncières
- annotations
- mentions (toutes)
- pièces justificatives
- historique
- recherche par personne

## 2. Finalités d'utilisation

2.1. Les accès ne peuvent être octroyés que pour les finalités suivantes :

2.1.2 Auxiliaire de personnes habilitées à dresser des actes authentiques :

L'accomplissement des tâches auxiliaires (soumises au secret de fonction) de préparation des actes authentiques en vue de leur stipulation par le notaire dans le cadre de son activité officielle.

autre motif: .....

Le notaire prénommé est inscrit au registre cantonal des notaires depuis ..... et certifié par la présente qu'il dispose d'une autorisation d'exercer.

## **Conditions générales**

### 3. Protection contre l'accès non autorisé

3.1. Le nom de l'utilisateur et le mot de passe ne peuvent être employés qu'à titre personnel et il est interdit de le remettre à des tiers.

3.2. La modification du nom de l'utilisateur est prohibée. Deux personnes n'ont pas le droit de travailler sous le même nom.

3.3. Le mot de passe doit être traité de manière confidentielle. Il doit être modifié immédiatement après sa communication, mais au plus tard dans les 30 jours.

3.4. Le titulaire du droit d'accès, ainsi que le notaire responsable, s'engagent à prendre toutes les mesures afin de garantir la protection des données. Ils doivent notamment :

a) empêcher, par une protection appropriée de ses systèmes, que ceux-ci puissent être utilisés comme plateforme pour des attaques sur des systèmes du registre foncier, ou que des tiers non autorisés puissent accéder aux données ;

b) informer leur personnel des obligations liées à l'autorisation et veiller à leur respect ; dans ce but, ils concluent des conventions écrites individuellement avec chaque utilisateur ;

c) s'assurer que seuls aient lieu des accès justifiés et que les données soient utilisées conformément aux finalités du droit d'accès octroyé ;

d) prendre des mesures pour assurer le respect de l'art. 949b al. 2 CC (communication du numéro AVS uniquement à d'autres services et institutions qui en ont besoin pour accomplir leurs tâches légales en relation avec le registre foncier et qui sont habilités à l'utiliser de manière systématique) et la confidentialité des pièces justificatives ; ils peuvent être soumis à des contrôles et doivent pouvoir justifier la consultation de ces dernières.

### 4. Restrictions quant à la remise des données électroniques à des tiers

4.1. La remise des données électroniques à des tiers est prohibée.

4.2. Le titulaire du droit d'accès, ainsi que le notaire responsable, s'engagent à protéger les données électroniques obtenues notamment contre la perte, le vol, l'application et l'utilisation par des personnes non autorisées.

4.3. Les données électroniques obtenues doivent être effacées après leur utilisation conforme aux finalités du droit d'accès.

## 5. Contrôle des accès aux données

- 5.1. Tous les accès doivent être enregistrés. Les enregistrements des accès sont conservés pendant deux ans et contrôlés périodiquement.
- 5.2. Le titulaire du droit d'accès, ainsi que le notaire responsable, s'engagent, si le canton le lui demande, à apporter la preuve que l'accès aux données a eu lieu conformément aux finalités du droit d'accès.
- 5.3. Toutes les informations portées à la connaissance du canton ou de son mandataire relativement aux affaires commerciales du titulaire du droit d'accès doivent être traitées confidentiellement. Les collaborateurs externes doivent, de manière expresse, être obligés à la confidentialité.
- 5.4. Seuls les services auxquels incombe le contrôle des règles relatives à la protection des données ont accès aux renseignements. Il s'agit du :  
(Service du registre foncier et Service de l'informatique)  
La surveillance ayant une autre finalité (par ex. afin de contrôler le comportement des collaborateurs) n'est pas admise.

## 6. Contraventions et sanctions

- 6.1. En cas de violation des obligations légales ou de celles prévues dans la présente convention, le canton peut limiter le droit d'accès et, en cas d'application ou d'utilisation abusive des données, le retirer sans délai.
- 6.2. La limitation et le retrait du droit d'accès font l'objet d'une décision susceptible de recours.
- 6.3. Un droit d'accès ne peut être renouvelé que lorsque le titulaire du droit d'accès, ainsi que le notaire responsable, apportent la preuve qu'ils ont pris des mesures suffisantes pour respecter à l'avenir les obligations légales.

## 7. Effets juridiques, garantie

- 7.1 Les données du registre foncier obtenues dans la procédure d'appel constituent de simples moyens d'information. N'ont d'effets juridiques que les extraits certifiés conformes par l'office du registre foncier.  
  
Les données du registre foncier sont actualisées une fois par jour. Par conséquent, les données correspondent à l'état du jour précédent. En outre, les communes n'étant pas toutes informatisées ou ne l'étant pas totalement, les immeubles non informatisés ne sont pas consultables dans le registre foncier informatisé. Dans ces cas-là, les extraits officiels doivent être exigés des registres fonciers/teneurs de cadastre.  
  
Le canton prend toutes les mesures techniques et organisationnelles pour garantir l'exactitude et la disponibilité des données en ligne.  
  
Des erreurs dans les résultats des accès ne peuvent cependant être exclues. Le canton n'assume aucune responsabilité pour l'exactitude des données.

## 8. Indemnisation et coûts

- 8.1 La perception des émoluments est défini comme suit :
- Emolument unique (ouverture de compte) : CHF 50.-
  - Emolument par appel d'immeuble (au clic) : CHF 1.- .

Aucun remboursement au pro rata n'est effectué en cas d'annulation du droit d'accès.

- 8.2 Les frais liés à la procédure de sanction et aux mesures nécessaires prises dans le cadre de cette procédure sont imputés au titulaire du droit d'accès fautif, ou solidairement au notaire responsable.

Le titulaire du droit d'accès, ainsi que solidairement le notaire responsable, répondent envers le canton de toutes les conséquences d'une application ou d'un usage abusifs des droits d'utilisation et des données obtenues (par ex. sauvegarde, conservation ou remise à des tiers).

Le canton dispose d'une action récursoire contre le titulaire du droit d'accès, ou solidairement le notaire responsable, en cas de prétentions en dommages-intérêts adressées au canton pour de telles violations.

Le notaire ..... ainsi que le titulaire du droit d'accès (auxiliaire de notaire) ..... acceptent par leur signature les conditions générales de l'accès étendu.

Notaire

Titulaire du droit (auxiliaire de notaire)

Lieu / date : .....

Lieu / date : .....

Signature : .....

Signature : .....